

Peu importe pour le moment la question d'université d'état, elle n'est que le corollaire du fédéralisme médical, de la centralisation de l'éducation, cela ne fait de doute pour personne.

L'assaut à l'autonomie des provinces se donne à l'heure actuelle. On y met des formes de peur de susciter des colères, de déclencher des tempêtes, mais on n'en poursuit pas moins l'idée fixe de centraliser et à ces démolisseurs, vient s'ajouter la longue théorie de tous ceux qu'irrite notre influence, qui nous en veulent d'être prolifiques, qui rêvent d'abattre ce qu'ils appellent la *french domination*.

A l'avant dernière session du parlement fédéral, M. McClean, l'irascible député de Toronto appuyait de toutes ses forces le projet Roddick comme étant un excellent moyen de hâter l'union législative scolaire que tous désiraient. Cette année, on lui a fait comprendre qu'il était trop compromettant pour le moment. La conspiration du silence s'est effectuée sur une large échelle. Pas un journal anglais n'a semblé attacher d'importance au projet. A peine si on l'a mentionné. Vous comprenez, il fallait à tout prix ne pas éveiller l'attention de la province la plus intéressée, car tout l'édifice patiemment construit courait grand risque de s'écrouler sous la tempête qu'un pareil soupçon aurait soulevé. En cela, les promoteurs du projet de loi n'ont pas eu à se plaindre de quelques professionnels, des nôtres. Ils leur doivent au contraire, des remerciements pour l'aide moral et effectif, dont ils ont su d'ailleurs très habilement tirer profit. Aujourd'hui, c'est le conseil médical central qui a été le cheval de bataille, hier, c'était le projet de la centralisation de l'enseignement primaire proposé à une assemblée tenue à Ottawa par M. Harper. Les centralisateurs de l'école ont baissé pavillon devant l'énergique opposition de Mr. B. de la Bruère notre surintendant de l'Éducation, mais ce n'est que partie remise. Demain ce sera le conseil central des dentistes dont le projet de loi calqué sur celui de Roddick sera présenté à la prochaine session du parlement fédéral. Le conseil médical cen-